

Les subsides

M. McDermid: Je peux en nommer une dizaine—Turbo, Chevron, Co-op, Petrosar, Ultramar, Irving, Shell, Texaco, Petro-Canada, Esso et Suncor; ces sociétés ont toutes des raffineries au Canada. Si j'ai bien compris, la compétition est féroce entre elles et je pense qu'elle sont relativement nombreuses.

Les observations que le député a faites un peu plus tôt dans la journée au sujet de Petro-Canada m'ont intéressé. Je ne sais pas au juste quelle est la position des libéraux. C'est très déroutant. Ils veulent en effet que Petro-Canada fasse baisser les prix, mais quand ces derniers sont à la hausse, ils ne veulent pas qu'elle soit la première à les augmenter. Ils veulent que nous dictions à son président comment diriger la société. Si tel est le cas, pourquoi ne pas la transformer en ministère, ou l'intégrer au ministère de l'Énergie, et laisser à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources le soin de la diriger? Nous ne savons pas très bien si les libéraux trouvent que Petro-Canada est trop importante, si la chose n'a pas été voulue depuis le début, si nous devrions la privatiser ou bien la garder. Ils soutiennent toutes sortes d'opinions.

Rappelons-nous ce qu'ont fait les libéraux, de concert avec leurs amis néo-démocrates, à l'époque du gouvernement minoritaire de 1972-1974. Comme l'une des conditions qui leur avaient été posées pour qu'ils puissent conserver le pouvoir à cette époque-là, les libéraux avaient dû vendre leur âme aux néo-démocrates pour créer Petro-Canada, dont l'objet était d'assurer la présence de l'État dans le secteur de la prospection pétrolière et de le tenir au courant de ce qui s'y passe. Que s'est-il produit par la suite? Nous avons découvert que la société s'occupait également de distribution, car elle avait fait l'acquisition de BP, de Petrofina, ainsi de suite, pour lesquelles elle a payé les yeux de la tête, d'après les analystes.

M. Deans: Cela rappelle l'acquisition de la Sun Oil.

M. McDermid: Je n'étais pas d'accord là-dessus non plus. Mon collègue d'en face a parlé de l'acquisition par le gouvernement de l'Ontario de la Sun Oil. Cette décision ne m'a pas réjoui. On ne me l'a pas encore convenablement expliquée. Quoi qu'il en soit, Petro-Canada est à présent une grosse société pétrolière qui s'occupe de prospection et de distribution. Nous ne savons pas très bien ce que veulent les libéraux. Nous le savons dans le cas des néo-démocrates.

M. Deans: De plus bas prix.

M. McDermid: Le NPD veut conserver Petro-Canada et il veut acquérir Imperial Oil. Voilà la première chose qu'il compte faire quand il arrivera au pouvoir, si jamais il y parvient, Dieu nous en préserve!

M. Deans: Ce n'est pas la première chose. Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

M. McDermid: L'autre jour, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a dit que le Canada était le pays le plus difficile à gouverner du monde, et que si c'était tâche facile, nous en confierions le gouvernement au NPD. Il avait tout à fait raison. Nous connaissons très bien la position du NPD, mais nous ne connaissons pas très bien celle des libéraux.

Le gouvernement étudie à l'heure actuelle des moyens de maintenir une présence et une propriété canadiennes dans l'industrie pétrolière et en même temps de nous débarrasser, et par «nous» je veux dire le gouvernement, de ce qui est devenu

une grande société pétrolière. C'est une société pétrolière parmi tant d'autres. Je crois que c'est le député de York-Sud-Weston (M. Nunziata) qui a dit qu'il n'aimait plus aller y faire le plein; nous connaissons donc ses sentiments à l'égard de Petro-Canada.

M. Deans: Monsieur le Président, le député voudrait-il préciser à quelle source il puise ses renseignements? Il fait des affirmations catégoriques qui semblent maintenant sans fondement dans la réalité. D'où tient-il que la première chose que ferait le NPD, s'il formait le gouvernement, serait d'étatiser l'Imperial Oil?

M. McDermid: Monsieur le Président, que le député s'informe auprès du critique de son parti en matières énergétiques...

M. Deans: Je lui demande d'où il tient cette information.

M. McDermid: J'allais dire que si le député vérifiait auprès du critique de son parti en matières énergétiques, il saurait où je puise cette information. D'après lui, il faudrait reprendre plus de sociétés étrangères dans le secteur énergétique; il a dit littéralement ceci: «notre premier objectif serait probablement la société Imperial Oil».

M. Deans: C'est tout à fait différent.

M. MacLellan: Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de dire au secrétaire parlementaire quelle est au juste la politique du parti libéral à l'égard de Petro-Canada. Tout le monde sait que nous ne nous opposons pas à ce que Petro-Canada soit un instrument politique. Le gouvernement devrait être en mesure de guider Petro-Canada et d'agir au nom des consommateurs et des producteurs. Nous sommes totalement opposés à la vente des actions de Petro-Canada. Lorsque nous avons dit que nous voulions que Petro-Canada soit un moyen d'avoir un pied dans le secteur, nous ne parlions pas d'y passer le corps tout entier. Le gouvernement avait acheté Petrofina pour assurer à Petro-Canada une présence dans l'est du Canada. L'achat de Gulf Canada était inutile parce que le gouvernement avait déjà un pied sur le marché. Nous avons maintenant le corps tout entier, je le répète. Il n'y a pas de concurrence à cause de la taille de Petro-Canada et parce que le gouvernement escroque systématiquement les producteurs et les consommateurs pour essayer d'augmenter les bénéfices de Petro-Canada, afin de créer le meilleur climat possible à la vente d'actions au secteur privé, ce qui est ridicule.

Les Canadiens n'aiment pas Petro-Canada à cause de ce que le gouvernement en a fait. Petro-Canada, en tant que société de la Couronne, est parfaitement acceptable et souhaitable pour les Canadiens. Les Canadiens ne veulent toutefois pas que leur société de la Couronne se dresse contre eux et les escroque; c'est pourtant ce que fait le gouvernement d'une façon lâche. En disant à Petro-Canada d'escroquer les consommateurs et les producteurs, et en s'esquivant, en se cachant et en prétendant qu'il n'y est pour rien, le gouvernement ne se rend pas seulement coupable d'incompétence sur le plan économique et de trahison envers les Canadiens, mais il fait preuve de lâcheté.

M. McDermid: Comme c'est intéressant, monsieur le Président! Lorsque les libéraux étaient au pouvoir et que les prix étaient aussi élevés ou plus dans les stations-service de Petro-Canada que dans les autres, il ne considérait pas cela comme